

# Pourquoi le OUI ne peut pas décoller

Jean-Herman Guay  
professeur de sciences politiques  
Université de Sherbrooke

Ce texte reprend les idées maîtresses d'une conférence prononcée le 13 février à Montréal devant des représentants du Mouvement national des Québécoises et Québécois, des centrales syndicales du Bloc québécois et du Parti québécois. L'analyse est fondée sur un sondage commandé par le MNQ effectué par la firme SONDAGEM auprès de 1354 répondants et administré du 14 au 24 janvier. La marge d'erreur est de 3%, 19 fois sur 20.

Le référendum n'aura pas lieu au printemps : heureusement! Cette décision du premier ministre est sage puisque tous les indicateurs de l'opinion référendaire ne laissaient entrevoir qu'une dure défaite. Mais que le moment de vérité ait lieu au printemps ou à l'automne les forces nationalistes devront se battre contre des causes structurelles. On aurait tort de croire que les appuis à la souveraineté varient essentiellement au gré des déclarations, des études publiées ou des manchettes. On comptait sur les commissions : rien n'a bougé! On misait sur le retour de Lucien Bouchard pour provoquer un mouvement de l'opinion : celle-ci est demeurée coite. En somme, les bons et mauvais coups des uns et des autres qui font la conjoncture politique ne contiennent pas toutes les sources de la fluctuation. Bien au contraire! Certes, ils exercent une influence à la surface des eaux, mais les courants plus profonds et moins visibles sont plus forts, exception faite d'événements extraordinaires.

Cela n'est pas nécessairement vrai de tous les thèmes débattus sur la place publique. Lorsque de nouveaux enjeux apparaissent ou, que d'anciens sont formulés autrement (l'entente de Charlettetown en 1992), lorsque des acteurs méconnus émergent (Kim Campbell en 1993), chacun doit faire son nid, prendre position; les derniers arguments, la crédibilité des émetteurs ou l'intensité des campagnes publicitaires exercent un effet indéniable. Les fluctuations sont fortes. La nouveauté d'un enjeu rend les opinions malléables. Or la question de la souveraineté n'est pas nouvelle; elle est présente dans la conscience collective depuis trop longtemps pour qu'elle ne se soit pas fortement cristallisée. Il faut des éléments puissants pour faire modifier le capital de convictions ou d'impressions déjà établi. L'effet marginal d'une déclaration ou d'une gaffe est très réduit.

Chez les anglophones et allophones, le caractère structurel du vote est de l'ordre de l'évidence. Chez les francophones, là où tout se joue, les fondements structurels sont

plus complexes. Ils s'articulent au projet souverainiste lui-même et au nationalisme d'une manière plus générale.

### **La stagnation du souverainisme**

L'appui à la souveraineté est fondé d'abord sur une argumentation relativement simple qui est composée de quatre éléments.

- 1) Il n'est pas possible de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada;
- 2) Le Québec a les moyens de faire la souveraineté, soit les ressources naturelles, financières et techniques;
- 3) Le Québec a le droit d'exercer la souveraineté;
- 4) La souveraineté est réalisable à court terme.

Dans un sondage fait auprès de 1354 personnes au cours du mois de janvier 1995 par la firme SONDAGEM pour le compte du Mouvement national des Québécois, ces quatre éléments sont, sur la base d'analyses statistiques, apparus comme très explicatifs du vote référendaire chez les francophones. En les considérant d'abord séparément, on obtient une première image intéressante. Pour un peu plus de la moitié des répondants francophones (55%) la preuve a été faite que le Québec et le reste du Canada ne peuvent s'entendre. Ils croient largement (62%) que le Québec a les ressources naturelles, financières et humaines pour faire la souveraineté. Ils croient dans une même proportion (61%) que ce droit est acquis, sinon légalement du moins légitimement. Ils sont cependant nettement moins nombreux (45%) à estimer que le projet de souveraineté est facilement ou relativement réalisable à court terme. C'est donc sur ce dernier point que le projet achoppe.

Lorsqu'on examine l'ensemble des combinaisons qu'ils peuvent constituer, il devient évident que les purs et durs sont minoritaires. On se trouve en face d'un continuum: 24% achètent les quatre arguments; 23% en retiennent trois; 16% sont affirmatifs sur deux; 20% se disent favorables à un; et finalement 17% récusent les quatre arguments. Si à peu près la moitié des francophones est favorable à la souveraineté moins du quart d'entre eux adhère aux quatre éléments fondamentaux du projet en question.

Ces données nous montrent aussi que plus de la moitié des répondants francophones (57 %) achète des arguments des deux camps. Lorsqu'on analyse attentivement les seize combinaisons possibles on réalise aisément que les plus fréquentées ont indéniablement leur logique interne. Ainsi bien des gens (14%) estiment que le Québec a les moyens, le droit de faire la souveraineté et que celle-ci est réalisable mais croient néanmoins qu'il faut donner une dernière chance au fédéralisme canadien. D'autres (8%) estiment que le fédéralisme est irréformable, que le Québec a les moyens et le droit de faire la souveraineté mais que ce projet sera difficilement réalisable.

Il existe une forte corrélation entre le nombre d'arguments auxquels on adhère et l'appui à la souveraineté: ainsi la quasi-totalité (98%) de ceux et celles qui ont appuyé les quatre énoncés sont en faveur de la souveraineté; chez ceux et celles qui disent oui à trois énoncés l'appui est déjà moindre (86%); à l'autre bout quand on rejete les quatre énoncés on risque très peu d'être favorable à la souveraineté (3%). Lorsqu'on effectue un test statistique ces quatre énoncés permettent de prédire le choix référendaire de 85% des individus. L'essentiel de l'argumentation souverainiste se trouve donc là.

Les hésitations et l'ambiguïté légendaire des Québécois francophones ont donc des bases repérables dans l'argumentation elle-même. Si les positions intermédiaires où l'on trouve des oui et des non ne sont pas moins rationnelles ou pas plus émotives que les positions tranchées, elles suscitent cependant une plus grande disponibilité au changement d'opinion. Ainsi à la question "Diriez-vous que votre opinion est définitive ou qu'elle pourrait changer au cours du débat référendaire", uniquement 27% des souverainistes durs (quatre oui) ont été affirmatifs; ce fut le cas de 38% des fédéralistes durs, mais c'est le cas de 50% et parfois 70% des tenants des combinaisons mixtes.

Il y a donc des causes structurelles, repérables dans les éléments de base du discours, qui fondent des choix différents ou des ouvertures différentes au changement d'opinion; celui-ci n'est donc pas aléatoire ou simplement émotif.

Pour que l'option souverainiste puisse sortir de sa torpeur, il faudrait que plus de gens disent oui à quatre fois ou, à tout le moins, à trois des éléments identifiés. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que les fédéralistes aient travaillé sur ces quatre éléments au cours des derniers mois.

## **La stagnation du nationalisme**

Le nationalisme moderne, du moins celui qui prédomine depuis la révolution tranquille, s'appuie sur la langue et l'État. Faire face à la menace linguistique et utiliser pleinement et entièrement les outils d'un État moderne, voilà les deux éléments qui ont suscité le plus de mobilisation au cours des dernières décennies autant dans l'opinion publique, chez les technocrates que chez les intellectuels. Un grand nombre de productions législatives s'inscrivent dans cette dynamique.

Or depuis quelques années, l'insécurité linguistique s'est estompée. Les lois 101, 178 et plus particulièrement 86 ont établi un *modus vivendi*. Le sondage de Radio-Canada de février dernier démontrait que la plupart des Québécois (56%) estimaient que le français n'est plus menacé et seulement un tiers (35%) croyait que le français se porterait mieux dans un Québec souverain. Aujourd'hui, très peu de gens remettent en question l'équilibre trouvé au cours des dernières années et le Parti québécois n'en fait pas un cheval de bataille. En utilisant pleinement l'espace que leur accorde la constitution canadienne, les gouvernements du Québec (libéral et péquiste) sont parvenus à rassurer les Québécois. Et du même coup, est tombé l'un des motifs de base de faire la souveraineté.

Il en va de même du côté du nationalisme étatique. Dans l'opinion et le discours, l'État n'apparaît plus comme un outil de développement aussi puissant qu'il y a quelques années. Pour plusieurs, il faut réduire le poids de l'État d'autant plus que les francophones disposent à présent d'un esprit d'entreprise solide. Pour le plus grand nombre, au-delà des considérations idéologiques sur les vertus du marché, l'État est en faillite, croulant sous le poids de la dette publique; il a perdu sa marge de manoeuvre; il n'est plus porteur de grands projets. Les coupures annoncées par le gouvernement du Québec dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'aide juridique en fournissent autant de preuves. A quoi bon rapatrier tous ces outils si de toute manière on ne peut guère les utiliser? Voilà la question qui surgit. L'État a donc cessé d'exercer son effet mobilisateur et, par conséquent, toute la classe politique apparaît aux yeux du grand nombre comme incapable d'agir et de régler les problèmes. L'enquête de SONDAGEM est une fois de plus révélatrice d'une relation: 60% de ceux qui font beaucoup confiance aux politiciens appuient la souveraineté alors que seulement 31% de ceux qui ne leur font pas du tout confiance sont favorables au OUI. La méfiance envers la politique et l'État, si présente aujourd'hui, a donc érodé la foi que l'on pouvait avoir à l'endroit du projet souverainiste.

Le nationalisme étatique et le nationalisme linguistique ne mobilisant plus, plusieurs de nos concitoyens se disent: pourquoi donc? pourquoi faire la souveraineté? Celle-ci n'apparaît plus porteuse d'un projet de société parce que les deux murs porteurs du projet souverainiste n'exercent plus la même fonction architecturale; l'un, la langue, a acquis une autonomie par rapport à la souveraineté; l'autre, l'État, est en voie de s'écrouler. Quant au nationalisme économique qui a quelque peu meublé les années 80 il est difficilement mobilisateur au plan politique: il pousse plus à demander des plans d'affaire d'un Québec indépendant ou des analyses comptables sur les effets de la souveraineté qu'à susciter une adhésion profonde.

Nos concitoyens s'interrogent : quels sont donc les effets positifs de la souveraineté qui justifient d'assumer les coûts de transition? On aura beau les minimiser, ils ne vaudront la peine d'être encourus que dans la mesure où l'on saura quoi faire (de plus, de moins ou de différent) avec la souveraineté. C'est ainsi que plusieurs militants souverainistes de la première heure sont devenus «tièdes», «sceptiques» ou «prudents»; ils voteront pour le «oui» mais sans trop d'ardeur. Ils ne portent plus très haut le flambeau.

Bien des péquistes comptent un peu magiquement sur la conjoncture des prochains mois pour recréer le virage souverainiste post Meech, celle qui a donné naissance au Bloc, qui a pulvérisé l'entente de Charlottetown, et celle qui a réanimé tous les espoirs souverainistes. On oublie cependant que cette conjoncture a été bâtie par un débat qui a duré plus de trois ans (1987-1990) et qui s'est soldé parce que le Canada anglais s'est trouvé à rejeter un projet qui rejoignait structurellement, du moins dans sa charge symbolique, un grand nombre de Québécois, auquel le Canada anglais avait pourtant au départ acquiescé.

La manque de souffle que manifeste le camp du OUI s'explique donc structurellement: 1) par le fait que le discours souverainiste est rarement acheté dans son ensemble et ce même chez les tenants de la souveraineté et 2) par le fait que les fondements nationalistes sur lesquels on s'appuyait jadis ne sont plus ce qu'ils étaient. Il n'est donc pas étonnant que le OUI ne décolle pas. Avant d'engager l'avenir du Québec, les dirigeants politiques devront en prendre bonne note.

Samedi 8 avril 1995